



2/06/2008

Agnès BRICARD-DI PIETRO
Elisabeth LACROIX-PHILIPS

Patrick BRICARD
Mario CAPUNAY
Nadine LEGUILLOU
Carlos REBELO

Le crédit d'impôt recherche

3^{ème} partie : LA CREANCE DE CRI DONT UNE ENTREPRISE EST TITULAIRE : COMPTABILISATION

- 1) **Puisque le CRI non utilisé est remboursé dans tous les cas de figure** (la créance sur l'Etat peut d'ailleurs être mobilisée auprès d'un établissement de crédit), il doit être **comptabilisé comme un actif pour l'excédent non remboursé à la date du bilan.**

Ce n'est même pas une créance d'impôt différé puisque son remboursement n'ait soumise à aucune condition (notamment de réaliser des bénéfices imposables). **C'est une créance ordinaire.**

→ En contrepartie, elle donne lieu à l'enregistrement d'un produit de l'année n.

La seule question est de savoir si la créance doit être mise dans les immobilisations ou les valeurs réalisables au bilan. En principe, l'excédent de CRI constaté en fin de n, ne donnera lieu à imputation qu' au plus tôt sur l'impôt dû pour n+1, et donc ne sera récupéré qu'en n+2. Elle est donc à plus d'un an au 31.12.n et à porter dans les immobilisations. Mais c'est à voir de plus près selon les prévisions faites par l'entreprise sur les résultats futurs et la date de clôture des exercices.

- 2) En cas de transfert de l'entreprise titulaire de créance CRI :
- sans changement de personnalité juridique : la créance reste et fait partie de l'actif net (même en cas de dépôt de bilan car alors la créance est remboursable),
 - avec changement de personnalité juridique : en principe la créance est transmise à la nouvelle entité et fait partie aussi de l'actif net,
 - avec disparition de la personnalité juridique (liquidation) : il semble que le cas ne soit pas prévu.

